

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 28 JANVIER 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50F

EDITORIAL :

APRES LE DISCOURS DE GISCARD :

LE BON CHOIX POUR LES TRAVAILLEURS : LA LUTTE !

Ce qui fut le plus frappant dans le dernier discours de Giscard sur "le bon choix", c'est qu'il n'a pas eu la hargne habituelle des politiciens de la droite pour fustiger et dénoncer la gauche et le sempiternel "danger collectiviste". Giscard n'a pas branlé l'étendard de l'horreur du communisme si courant en période électorale. Tout s'est passé et dit comme si Giscard ne considérait pas une probable victoire de la gauche en mars 78 comme une catastrophe. Il est vrai qu'en tant que chef du Parti Républicain, il a lui aussi des intérêts électoraux à défendre. Et cela ne le conduit pas à emboucher contre la gauche les mêmes trompettes de l'apocalypse que les dirigeants du RPR, Chirac en tête.

Mais ce n'est seulement ces intérêts de parti et les nécessités de la manoeuvre électorale qui expliquent le ton modéré contre la gauche. C'est aussi qu'en bon représentant des intérêts généraux de la bourgeoisie, Giscard ne doit rien faire qui puisse gêner ou contrarier ceux-ci.

Or, pour que ses affaires soient bien gérées, il est nécessaire à la bourgeoisie d'avoir à sa disposition plusieurs politiques. Suivant les périodes et les difficultés qu'elle traverse, la bourgeoisie a besoin de recourir à différents types de solutions politiques.

Dans la période actuelle, et vu les difficultés créées par la crise, la bourgeoisie a besoin ou en tous cas est prête à tirer avantage d'une solution de gauche. D'autant que cela ne portera en rien atteinte aux intérêts des grands capitalistes.

La bourgeoisie le sait et ne veut pas rendre impossible une solution de gauche, contrairement aux Chirac et consorts, (qu'elle se réserve d'utiliser plus tard).

Et Giscard, en bon défenseur des intérêts de cette bourgeoisie, ne peut pas refuser ce que celle-ci est prête à accepter. Ce qui est de l'intérêt de la bourgeoisie ou de ses milieux les plus influents, banquiers et gros industriels, ne peut qu'être avalisé par celui qui est leur représentant à l'Élysée.

Il reste que pour les travailleurs, le "bon choix", ce n'est pas au fond des urnes - avec ou sans directives de Giscard - qu'ils le feront.

Le choix des travailleurs, il ne peut se faire qu'entre la passivité, la résignation et la lutte pour mettre fin à leur exploitation quotidienne, et au système capitaliste qui la permet.

Martinique

LA GRÈVE DANS LE BÂTIMENT :

QUAND LES SYNDICATS PLAIDENT POUR LES PATRONS

Le mardi 24 janvier a eu lieu une grève "générale" dans le bâtiment. Grève qui n'a touché en réalité que la SEGTA.

C'est dans cette entreprise que les licenciements menacent le plus. En effet, l'entreprise Quillery Saint-Maur, jusque-là basée en Guadeloupe, vient de débarquer en Martinique et a raflé d'emblée deux très gros chantiers : la construction de la nouvelle mairie de Fort-de-France et le nouveau Centre Hospitalier de La Meynard.

Prenant prétexte de cela, la SEGTA menace de licencier : répondant à cela, la tactique des bureaucrates de la CGTM est remarquable.

Au lieu de mobiliser les travailleurs contre leur entreprise qui menace de les licencier, Tanger, secrétaire général de

la CGT du bâtiment ne leur donne comme perspective que d'aller à la préfecture demander des travaux pour les patrons de la SEGTA.

Pareille demande, comme de juste, se révèle inutile. Car le secrétaire général du préfet ne put que confirmer qu'il n'y aurait pas de travaux supplémentaires.

La solution ne réside donc pas dans ces entretiens où les bureaucrates font la courbette devant l'administration. La solution réside dans la mobilisation des travailleurs pour la répartition du travail entre tous, sans diminution de salaire, la réduction des horaires de travail et l'ouverture de grands travaux d'utilité publique.

Guadeloupe

AFFAIRE DE BLANCHET : MANIFESTATION À BASSE-TERRE

Le mercredi 25 janvier, une manifestation réunissant environ 250 personnes défilait dans les rues de Basse-Terre. Cette manifestation avait été organisée par le S.G.E.G. (Syndicat Général de l'Éducation en Guadeloupe), pour protester contre le licenciement de Biabiany, professeur à l'école technique de Blanchet.

Un certain nombre d'enseignants, de parents d'élèves et d'élèves ont défilé dans les rues de Basse-Terre en exprimant leur soutien à Biabiany. Les parents d'élèves avaient déjà exprimé leur mécontentement lors d'une réunion organisée par leur association, réunion qui s'est tenue à Trois-Rivières le samedi 21 janvier. C'est au cours de cette réunion qu'ils avaient obligé la direction de Blanchet à ouvrir l'école sans réinscription des élèves. Bon nombre d'entre eux étaient aussi décidés à soutenir l'action de grève déclenchée par les élèves et les professeurs de Blanchet, jusqu'à ce que Biabiany reprenne sa place. Si l'action est menée jusqu'au bout, l'administration sera obligée de céder.

Il est encore possible de mobiliser non seulement les parents d'élèves et les élèves, mais aussi l'ensemble des enseignants de la Guadeloupe.

GADELOUPE

A Sores-bar : les travailleurs ont su se faire respecter

Le samedi 21 janvier, les employés de SORES-BAR, à l'aéroport du Raizet, dirigés par leur syndicat CGT entraient en grève. Ils exigeaient le licenciement d'un cadre métropolitain, qui est maître d'hôtel.

En effet, ce dernier s'arrogea le droit de frapper sauvagement un employé parce que celui-ci ne pouvait pas lui servir une crème de chocolat chaud sur une pâtisserie. Cet employé perdit connaissance et dut prendre un congé de maladie.

Mais pour obliger leurs patrons à licencier ce maître d'hôtel qui se croit peut-être en pays conquis, les employés durent non seulement faire grève, mais encore sequestrer ceux-ci, dont la sympathie semblait pencher plutôt du côté du maître d'hôtel.

Ainsi, en employant des moyens convaincants, les travailleurs ont pu faire respecter leur dignité.

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51/78
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
6ème supplément au mensuel N°83

HALTÉ AUX EXPULSIONS DES TRAVAILLEURS HAÏTIENS!

Lors de la session extraordinaire du lundi 13 janvier du conseil général, Gaston Monnerville n'a pas hésité à emboucher les trompettes de la xénophobie. Selon lui, ce sont les "étrangers" qui sont responsables du banditisme en Guadeloupe.

Mais l'administration colonialiste n'a pas attendu les appels à la régression de ce conseiller général de Morne-à-l'Eau, pour déclencher une vaste chasse à ces "étrangers" dans toute la Guadeloupe.

Depuis quelques temps en effet, gendarmes et policiers conjuguent leurs efforts dans une véritable battue à travers tout le territoire, et leurs cibles sont les travailleurs étrangers, en particulier, les Haïtiens. Sous des prétextes les plus cyniques, des dizaines d'Haïtiens résidant dans les communes du Gosier, du Lamentin, et aussi dans la région pointoise pour ne citer que les cas les plus connus, ont été expulsés récemment de la Guadeloupe.

C'est scandaleux et la manière dont cela se passe est tout simplement crapuleuse!

Sans même leur donner le temps de prendre leurs bagages, gendarmes et policiers les embarquent dans des avions se rendant en Haïti.

Il faut signaler que l'approche des élections législatives n'est pas étrangère à cette recrudescence du racisme et de la xénophobie de l'administration. Et toute une campagne tendant à rendre ces Haïtiens responsables du chômage en Guadeloupe, est orchestrée par la presse à la dévotion du pouvoir.

D'autre part, sur les chantiers, les tâcherons qui emploient essentiellement des travailleurs haïtiens et ceci dans les pires conditions, reçoivent de plus en plus la visite des contrôleurs de la sécurité sociale. Et l'aboutissement de tous ces contrôles c'est l'expulsion.

Voilà jusqu'où va le cynisme du gouvernement colonialiste français.

Tous les travailleurs, qu'ils soient guadeloupéens, martiniquais, dominicains, haïtiens etc. sont frères. Et les véritables étrangers dans ce pays sont le préfet et toutes ces bandes de parasites que sont gendarmes, képis rouges, gardes mobiles et autres forces de répression.

C'est eux qu'il faut expulser.

La mort d'un poète

L. G. DAMAS

Il y a quelques jours était annoncée la mort de Léon G. Damas, aux Etats-Unis, à l'âge de 66 ans. Ce poète guyanais fut l'un des premiers écrivains noirs de langue française à prendre conscience de la personnalité propre des colonisés d'Afrique et des Antilles-Guyane. Avec Aimé Césaire et L.S. Senghor, il fut l'un des fondateurs du mouvement de la "négritude". Dans ses poèmes, il s'opposa au racisme et au colonialisme dans un style plein de verve caustique, parfois violente. A tel point que son premier recueil, "Pigments", publié en 1937, fut interdit par le gouvernement français. Il a écrit entre autres, par la suite, "Graffiti", "Black Label", et "Névralgies" où, quel que soit le sujet, se manifeste toujours

une sensibilité à fleur de peau.

Voici un extrait de "Pigments" :

" Aux anciens tirailleurs sénégalais aux futurs tirailleurs sénégalais à tout ce que le Sénégal peut accoucher de combattants sénégalais futurs anciens de quoi je me mêle futurs anciens

.....
Moi je leur demande de commencer par envahir le Sénégal !"

Voilà qui ne pouvait, à la veille de la guerre mondiale, faire plaisir au colonialisme français ! Il fallait un certain courage pour le faire ; et le meilleur hommage que nous puissions lui rendre, c'est encore de relire ses poèmes, qui restent si actuels pour nous.

GUADELOUPE

POINTE-NOIRE, TERRE DE MIRACLES?

Frères et soeurs, réjouissez-vous : la Vierge en personne est apparue à Pointe Noire : ce n'est pas la trompette d'un archange aux plumes scintillantes, ce n'est que la plume plus terne d'un journaliste de France-Antilles qui nous l'apprend ; que voulez-vous, tout change ! Et les voies du Seigneur, et par définition celles de la Sainte-Vierge, sont impénétrables ! Si la qualité se déprécie, du moins se rattrape-t-il sur la quantité : c'est sur toute une page que nous est conté le miracle.

A vrai dire, cela ne nous surprend qu'à moitié : après toutes les campagnes sur la promotion du tourisme en Guadeloupe, on ne voit pas pourquoi la Vierge, qui a déjà visité Lourdes, Fatima et autres lieux, ne serait pas venue faire un tour chez nous : et nous ne serions pas étonnés d'apprendre, au cours de la pro-

chaine campagne, que le député Guilliod, qui se démène comme un beau diable (oh, pardon !) pour la Côtesous-le-Vent, y soit pour quelque chose...

En tous cas, voilà qui vient fort bien s'insérer dans la campagne "consommez local !" Plus de longs et coûteux voyages pour aller à Lourdes : malades, mourants, paralytiques, faites-vous faire un miracle sur place ! Et puis, quelles perspectives pour la région : il faudra fabriquer des petites bouteilles pour l'eau miraculeuse, les tailleurs pourront faire des pantalons renforcés aux genoux, etc... On voit d'ici affluer les touristes - ou plutôt les pèlerins - du monde entier.

On regrettera toutefois que la Sainte Vierge n'ait pas encore pensé, dans une région souffrant de la sécheresse, à augmenter les capacités d'eau : sans quoi, il n'y en aura pas pour tout le monde !

GUADELOUPE

CLINIQUE DE CHOISY : DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE

A la clinique Choisy appartenant au Docteur Lacrosse, on ne donne du travail qu'aux gens appartenant aux sectes religieuses telles que les Témoins de Jérôme, Les Adventistes etc... C'est ce qui a été répondu à une travailleuse qui demandait un emploi.

La raison de cela est que Monsieur Lacrosse veut avoir dans sa clinique uniquement des travailleurs et des travailleuses qui ne se mêlent pas de syndicalisme et qui ne font pas grève.

C'est proprement scandaleux. Et le propriétaire de la clinique pousse la plaisanterie jusqu'à rendre visite aux pasteurs de ces sectes pour recruter son

personnel.

Il faut signaler, qu'à la veille des événements de la Soufrière, une section syndicale CGTG avait vu le jour chez Lacrosse et que ce dernier avait profité de l'évacuation des régions menacées pour licencier les délégués du personnel et certains membres du syndicat. Et depuis, Lacrosse se démène comme un diable pour qu'il n'y ait plus de syndicat dans sa clinique de Choisy qui n'a rouvert ses portes que depuis peu.

Mais de toute façon, les travailleurs et travailleuses de chez Lacrosse trouveront toujours la voie de la lutte.

La FSN dans l'arène électorale

La Fédération Socialiste de la Martinique qui regroupe les partisans de Mitterrand présentera deux candidats : Salpêtrier au nord et Wan Ajouku au sud. Sans doute espèrent-ils ainsi renforcer leur position au cas où des négociations auraient lieu, si la gauche l'emportait.

En tous cas, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces notables qui ne se préoccupent d'eux qu'aux périodes électorales.